

Palestine-Israël Histoire

Partie 1 4/7

Category: Arguments et analyses

écrit par jmfouquer | 26 mars 2024

Nous avons toujours besoin de repères historiques pour comprendre la situation actuelle en Israël et en Palestine. Deux camarades se sont attelés à cette tâche. Nous avons été contraints de diviser ces repères chronologiques en plusieurs articles. Dans la 1^{re} partie : « La Palestine mandataire (1920-1947) » voici le quatrième article numéroté 4/7.

La Palestine mandataire (1920-1947) 4/7

Par **Jean-Paul Bruckert**, le 3 mars 2024.

II. Opposition et résistance palestinienne

A. Une société dominée par des notables

Notables, bourgeois et petite paysannerie

Cette société est dominée par des notables dont l'origine est **diverse**. Il s'agit d'abord de descendants de serviteurs du Sultan venus souvent des Balkans. Installés dans le pays depuis longtemps, ils ont transformé leurs biens en *waqf*¹<https://www.wikiwand.com/fr/Waqf> familiaux dont les revenus, s'ils vont en partie à des fondations pieuses, restent pour l'essentiel à la disposition de leurs descendants.

On trouve aussi de grandes familles à la généalogie arabe comme **les Husseini** qui se targuent de descendre du Prophète par son petit-fils Hussein ou les **Khalidi** qui prétendent être de la lignée de Halid al-Walid, le conquérant de Jérusalem. Ce sont elles qui contrôlent les magistratures religieuses comme les postes de muftis (jurisconsulte officiel de l'État) ou de

cadis (juges). De même que les premières, ces familles administrent des biens *waqf*.

Une dernière catégorie de notables est faite de chefs de tribus bédouines sédentarisées, de chefs kurdes installés au XVII^e, de marchands et surtout de familles qui se sont enrichies par la maîtrise de la ferme fiscale (*iltizam*). C'est à ces familles d'anciens fermiers fiscaux (*multazim*), qui se sont constitué d'immenses fortunes, qu'appartiennent les **Nashashibi**. Ce sont ces notables qui dominent une société villageoise dont émerge une petite élite de chefs de lignages ou de villages qui reçoivent une partie du produit de l'impôt.



Habitants de Gaza en Palestine © DP

Une société villageoise en crise à partir de 1928, car le choix d'une intensification traditionnelle (augmentation de la superficie cultivée et logique de la croissance démographique qui fournit la main d'œuvre nécessaire, diversification des cultures, développement du bétail) ce choix rencontre assez rapidement ses limites. Masqué au début par les excellentes récoltes des années 1924-1928, le problème apparaît à partir de 1928 qui ouvre un cycle de sécheresse qui culmine en 1932-1933. **La paysannerie arabe passe donc d'une situation de sous-peuplement à une situation de surpeuplement.**

La conséquence de cette crise de l'agriculture arabe est une

faim de terre. Certes, elle a augmenté sa superficie d'environ 40% sur la période, mais la population rurale a augmenté de 59% (1922-1942). Ce qui veut dire que **le rapport du nombre des ruraux à la terre s'est détérioré.**

La conséquence de cette situation, de cette pression du nombre, qui s'ajoute à la pression des acquisitions juives, est que le prix de la terre a augmenté à partir de 1928, malgré une baisse de 1/3 dans les années 1936-1940 pour cause de troubles. De 1928 à 1940, il a été multiplié par 2,64 (augmentation de 164%), mais, entre 1928 et 1934, il avait été multiplié par 4. Conséquences, d'une part le coût croissant des acquisitions juives qui est laissé à la charge des institutions, d'autre part **l'incapacité dans laquelle se trouve la paysannerie arabe, qui a épuisé ses réserves foncières, d'acquérir les terres dont elle aurait besoin pour nourrir une population en forte croissance démographique.**

La Palestine moderne est cependant largement issue des réformes des Tanzimat²<https://www.wikiwand.com/fr/Tanzimat>. On en retiendra les traits les marquants. La sédentarisation des bédouins avec le recul de la frontière de la bédouinité beaucoup plus à l'est que le Jourdain. D'où, second trait, le rétablissement des cultures, oliveraies dans les zones montagneuses, culture des agrumes dans les vallées et les zones littorales avec développement des exportations (oranges de Jaffa dès 1870 et savon de Naplouse).

Le point le plus important réside cependant dans le fait que la nouvelle législation a favorisé **l'enregistrement des terres**. Si le **fellah** paraît gagner au change, puisqu'il pourrait avoir désormais l'impression de travailler pour lui, **la réalité est qu'une grande partie de la terre va lui échapper** dans la mesure où, en échange de la protection des notables, ce sont ces derniers qui enregistrent la terre à leur nom. C'est ainsi que se constitue **une grande propriété foncière aux mains de notables urbains** qui entretiennent des

liens de clientèle avec les lignages paysans et qu'émerge une grande bourgeoisie palestinienne.

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, ces notables se reclassent en fonction de leur attitude à l'égard du sionisme et de la puissance mandataire.



Café arabe dans la vieille ville de Jérusalem en 1934 © DP

Autour des Husseini – Jamal al-Husseini, secrétaire permanent de l'exécutif arabe et surtout Hadj Amin al-Husseini, mufti de Jérusalem qui joue un rôle d'autant plus important que la disparition de l'empire ottoman fait du mufti la principale

autorité religieuse et que Jérusalem devient la capitale d'un espace qui s'unifie progressivement – se définit peu à peu une sensibilité radicale (elle sera désignée par l'expression les « opposants ») qui fera de Hadj Amin le chef naturel de la jeunesse nationaliste.

Une autre sensibilité, qui a l'appui d'une grande partie des notables soucieux de leurs intérêts, modérée celle-là et qui se veut comme son leader moderne et pragmatique, se rallie à Raguib Nashashibi (on les appelle les « conseillistes »). Mais si la rivalité politique entre ces deux familles court sur l'ensemble de la période, on verra que la radicalisation de la lutte des Palestiniens fait apparaître de nouvelles forces.

La question palestinienne, fille du sionisme ?

Henry Laurens rappelle que **la lutte pour la Palestine est mythifiée par chacun des acteurs en présence**. Ainsi, les origines du conflit puiseraient-elles aux sources de la haine entre les fils d'Abraham, Israël et Ismaël, ou dans la lutte entre les Hébreux et les Cananéens, dont les Palestiniens seraient les descendants. En réalité, « le temps des origines n'est pas celui de l'aube de l'histoire, mais plutôt le moment où **la modernité** s'affirme dans toutes ses manifestations, le XIXe siècle ».

Il faut rappeler que l'« invention de la terre Sainte » est loin d'être chose nouvelle au XX^e siècle : non seulement l'idée d'un foyer national juif en Palestine est déjà évoquée au moment de la campagne de Syrie de Bonaparte en 1799, mais il y a un véritable surinvestissement des Lieux Saints par les Européens, au point que la Guerre de Crimée (1853-56) a lieu à cause d'un conflit commencé à Bethléem.

Peu à peu, **le jeu des puissances occidentales tend à définir une spécificité palestinienne**, en particulier sur le plan économique³Le XIXe siècle voit la reconquête agricole de terres laissées aux Bédouins pour cultiver en particulier les oranges

de Jaffa qui sont exportées vers l'Europe., et les Arabes palestiniens eux-mêmes se définissent une identité propre dans l'ensemble syrien, dont Jérusalem est la capitale politique et Jaffa le pôle économique. Une route relie les deux villes dans les années 1860, et un chemin de fer dans les années 1890.

La modernité engendre aussi le sionisme. Or, **l'existence d'une question juive en Palestine ne peut manquer de provoquer l'apparition d'une « question arabe »**. Ainsi, le nationalisme arabe s'élabore-t-il en contrepoint du sionisme, à partir des années 1880. **Le sionisme représente une intrusion européenne en Orient.**

Les premiers colons, pour la plupart des Juifs ashkénazes, se considèrent comme les Européens, avec toutes les frustrations que cela comporte pour eux, et méprisent tout autant les Arabes que le font les autres Européens. Le pire danger pour eux est « l'orientalisation », qu'ils redoutent beaucoup plus que leurs frères séfarades. Pour eux, la localisation géographique de la terre d'Israël est un accident de l'histoire, mais ils n'ont aucune aspiration, bien au contraire, à devenir des Orientaux, des Levantins. Ils arrivent avec leur culture, qu'ils impriment fortement dès le début du siècle sur la Palestine.

Mais le principal facteur d'exacerbation du nationalisme arabe de Palestine tient au fait que **les Juifs sionistes nient l'existence d'un peuple autre que le leur en Palestine**. Ils constatent que des Palestiniens y vivent, mais considèrent qu'ils ne sont pas un peuple, ni une nation au sens moderne du terme. *Eretz Israël* est selon eux « **une terre sans peuple pour un peuple sans terre** ». Très tôt, avant 1914, les Palestiniens s'aperçoivent donc que l'objectif du sionisme est de débarrasser la terre de Palestine des Arabes, d'où leur hostilité croissante aux colons.

Les Juifs ne déniaient cependant pas toute existence aux palestiniens : ils font partie du peuple arabe, mais les

sionistes leur dénie les caractères de Palestiniens. De plus, la propagande sioniste dépeint la Palestine comme un désert qu'il faudrait faire refleurir, ce qui exclut les agriculteurs arabes du paysage rêvé des sionistes.

Or, le kibboutz est un mythe, ne concernant qu'une proportion minime (quoique très valorisée) des colons Juifs eux-mêmes, alors même que la colonisation agricole juive est assez insignifiante jusqu'en 1948 au regard de l'agriculture arabe (10 % de la SAU au grand maximum). Or l'agriculture arabe connaît une expansion réelle entre 1880 et 1948, sur fond de vive croissance démographique, alors que les Juifs voient leur expansion du XIX^e siècle s'essouffler. La Palestine est donc surpeuplée vers 1930, ce qui provoque des difficultés dans le monde rural arabe, avivées par la question de la rareté de l'eau (voir supra).

Un notable singulier. Haj Amin al Husseini et l'antisémitisme ?



Le grand mufti Haj Amin al-Husseini
entre 1930 et 1940 © DP

Le mandat entraîne des troubles importants en **avril 1920**, lors de la **fête de Nabi Musa** (le prophète Moïse), une fête qui rappelle l'ancrage biblique des musulmans et est l'occasion

d'un important pèlerinage à Jérusalem. Plus graves encore ceux de **Jaffa en 1921**. C'est la première fois que les Britanniques prennent conscience que le Foyer National pourrait se heurter à une opposition arabe concertée qui témoigne d'**une très forte conscience politique des campagnes arabes**, « bien supérieure à celle d'une ville de province d'Angleterre ».

À partir de 1922, la stratégie de lutte des Palestiniens change. « Jusqu'ici, leur opposition [celle des Arabes] se cantonnait à la lutte contre la politique du foyer national et contre les termes du mandat, mais maintenant qu'ils réalisent que le mandat a des chances d'être établi, ils ont tendance à penser que **le seul moyen efficace de s'opposer aux clauses détestées est de refuser le mandat dans son ensemble et de se mobiliser pour une indépendance totale de la Syrie et de la Palestine unies** ». Le mouvement palestinien glisse donc, en partie malgré lui, de l'antisémitisme à l'anti-britannisme, et dans le même temps, il se radicalise, attirant de jeunes gens prêts à la lutte.

Entre 1923 et 1929, le mandat palestinien est calme, au point que certains parlent de stagnation et de paralysie. Une accalmie concerne aussi la lutte contre le sionisme. Un des facteurs est l'officialisation du mandat britannique, l'autre le déclin du Foyer National Juif : l'immigration sioniste fonctionne mal, et la constitution de l'État juif semble redevenue un mirage. Mais un temps de latence caractérisé par les divisions entre Palestiniens.

Du côté palestinien, les divisions s'accroissent en effet et opposent **deux grandes forces, le Comité Exécutif arabe, et le parti National**. La vie politique en Palestine est aussi marquée par la rivalité de deux grands clans politiques, au départ féodaux.

Le premier se réunit autour de Hadj Amin al Husseini, le grand mufti de Jérusalem. C'est un homme jeune, appartenant à une grande famille clanique de la région (voir supra), de celles

qui tiennent la Palestine sous une domination absolue. La communauté arabe palestinienne est en effet organisée de manière féodale : le pouvoir est aux mains des propriétaires terriens, et très paternaliste. Hadj Amin al Husseini est **fanatiquement antisioniste**. Il est désigné par Herbert Samuel en avril 1921, après un certain nombre d'atermoiements, comme **mufti de Jérusalem et directeur du Conseil islamique suprême**, chargé de la gestion des intérêts matériels de la communauté musulmane. Son cousin, **Jamal al-Husseini est devenu secrétaire permanent de l'exécutif arabe**. Hajj Amin s'est évertué à assurer le calme à Jérusalem, pour montrer aux Anglais sa représentativité.

Les Husseini sont majoritaires dans l'Exécutif arabe et le Mufti est le chef du Conseil Suprême musulman, d'où le fait qu'on nomme les partisans du Grand Mufti les « hommes du Conseil ». Ce Conseil suprême musulman se situe dans la droite ligne ottomane, puisqu'il s'agit de reconnaître la communauté musulmane en Palestine et de la doter d'une existence religieuse officielle, comme les millets. Les musulmans de Palestine sont très attachés et attentifs aux activités du **Conseil Suprême musulman** qui peut être le levier d'une représentation nationale que les Britanniques refusent. **Il peut en effet donner l'illusion d'être un gouvernement** : il gère un budget, des cours de justice, des écoles, et lève des impôts.

Mais, avec ce risque : lors de la bataille électorale pour dominer le Conseil, l'enjeu sioniste disparaît derrière celui qui consiste à obtenir le pouvoir au sein de la Communauté musulmane. Le mouvement des Husseini est donc nationaliste, arabe et palestinien, accepte la collaboration avec les autorités britanniques afin de faire avancer les intérêts palestiniens, mais il est partisan du boycott des élections en 1923. Mais tous les rapports critiques que l'Exécutif arabe fera parvenir à la Commission des Mandats, qui se met en place et entame des discussions sur la Palestine en juin 1924, se

heurteront au même mur, au même refus.

Le second clan se fédère autour de la famille Nashashibi : hostile à l'Exécutif arabe, on nomme ses partisans, les « opposants ». Il leur arrive de s'allier avec les sionistes, en particulier pour conserver la mairie de Jérusalem. Mais il s'agit surtout d'une rivalité familiale et clanique avec les Husseini, jusque dans les années 30 où la confrontation devient vraiment idéologique. Bref, le mouvement national palestinien paraît donc bien affaibli par les intrigues et les divisions. Il est l'objet de critiques acerbes de la base, en particulier de la jeune génération montante et instruite, pour son incapacité à faire valoir les droits nationaux des Palestiniens.

L'émergence de la question religieuse dans le nationalisme : un symptôme du feu qui couve sous les cendres

Si dans le monde arabe en général, le nationalisme est plus politique que religieux, jusqu'en 1929, l'élément religieux a été un facteur peu important dans la mobilisation arabe palestinienne. Les Musulmans craignant d'être écartés de l'Haram es Sharif⁴[Esplanade des Mosquées](#), l'idée que les Juifs vont profaner les Lieux Saints est en effet un thème très mobilisateur. **L'usurpation d'un Lieu saint par les Juifs pourrait donc devenir un bon moyen de soulever les Musulmans, et le Mufti l'exploite pleinement.**

C'est sous la mandature de Hadj Amin que des ecclésiastiques et politiques musulmans prétendent, par provocation, que le Mur n'est pas un sanctuaire juif, mais une partie intégrante de la Mosquée d'Al Aqsa. Il se plaint que les Juifs apportent devant le Mur des tables et des bancs et qu'ils y plantent des clous. Une enquête est donc menée par le gouvernement pour savoir si les Juifs ont le droit d'amener des accessoires au culte devant le Mur des Lamentations. Le Conseil musulman fournit des documents concernant l'époque turque, mais le

rabbinat ne donne pas de réponse.



Juifs devant le mur occidental (entre 1900 et 1946) © DP

En somme, la querelle du Mur des Lamentations devient le principal sujet d'intérêt en Palestine. À la veille de 1929, on observe un regain de tension entre les Arabes et les Juifs, lié en partie à l'attitude du Mufti. Le 24 septembre 1928, jour de Yom Kippour, les Juifs installent devant le Mur des Lamentations (lieu saint appelé *buraq* pour les Musulmans) un panneau séparant les hommes des femmes, que le gouvernement

fait aussitôt retirer.

Le Mur occidental est considéré comme le seul vestige du **Temple** bâti par Hérode et détruit en 70 par Titus. C'est sur cette esplanade du Temple que les Juifs viennent se lamenter de la perte de leur liberté, d'où le nom de Mur des Lamentations donné à ce vestige. Mais le Mur est aussi un lieu saint pour les Musulmans, car il constitue la façade occidentale de **l'esplanade des Mosquées**, dite de l'Haram es Sharif. Après cet incident, mauvaise foi et rumeurs se cumulent de part et d'autre. **Le gouvernement britannique met de l'huile sur le feu, parce qu'il souhaite détourner un mouvement nationaliste arabe de plus en plus anti-britannique vers la haine des sionistes.**

Le 14 août 1929, a lieu à Tel-Aviv **une fête juive commémorant la destruction du Temple**. À la suite de heurts entre Juifs et Musulmans ce jour et le lendemain, des émeutes se déclenchent qui font des dizaines de morts de part et d'autre.

La deuxième semaine d'août 1929 est donc un tournant dans les relations arabo-britanniques en Palestine, car le Mufti orchestre une explosion d'antijudaïsme, à Naplouse, Tulkarem, Jenin, Gaza. **Celle-ci est relayée par une campagne anti-britannique.**

Antisionisme et anti-britannisme apparaissent désormais liés. Cependant, Hadj Amin joue un jeu complexe, parce qu'il prétend collaborer avec les autorités britanniques (il y va de son pouvoir politique). **Il est, en fait, pour l'instant un frein à toute radicalisation du nationalisme palestinien contre les Anglais et ne prendra la tête de la révolte, en 1936, que lorsqu'il sera menacé d'être dépassé.** En réalité, tout semble réuni pour qu'éclate une révolte d'envergure.

[...] Pour lire la suite : [« La Palestine mandataire \(1920-1947\) » 5/7](#)